

Juillet 76 : états généraux pour l'autogestion première étape



Michel MOUSEL

Si les camarades qui ont discuté des problèmes du sport ne jugent pas la comparaison trop scabreuse, je dirai que nous venons de gagner, tous ensemble, la première étape. Première étape pour renouer parfois, et (souvent) nouer simplement le dialogue entre tous ceux qui, utilisant ou non le vocable « autogestion », sont à la recherche dans les combats d'aujourd'hui d'un socialisme qui s'identifie au pouvoir populaire. Bien sûr, tout n'était pas parfait, il y avait des insuffisances ; bien sûr aussi, nous avons pu mesurer l'ampleur de tout ce qui reste à faire, à dire, à « creuser ». Mais déjà le fait que nous ayons procédé ensemble à ce constat, c'est un point de départ. Comme est important le fait que ces états généraux n'aient pas été un colloque de sommet, mais qu'à travers la préparation et sa tenue nous ayons tenté de rendre compte de ce que doit être une pratique autogestionnaire. Comme est significatif l'éventail que représentent les participants ici présents.

Plus de 500 délégués ont participé hier aux 16 carrefours que nous tenions. S'y ajoutent, hier comme ce matin dans les forums, un certain nombre de militants qui assument des responsabilités importantes, dans des organisations politiques, syndicales, ou dans des associations qui mènent d'importantes actions dans le cadre de vie. Au total, plus de 700 militants ont participé à ces deux journées.

Le questionnaire qui vous a été distribué donne quelques indications sur ce que nous sommes ici : 60 % de participants venus de province ; un peu moins de la moitié non-membres du PSU ; 40 % militants de la CFDT, 10 % du MAS ; viennent ensuite le SNI et la CGT ; une moyenne d'âge de 28 ans ; enfin, un tiers de femmes. Tout cela montre à la fois les aspects positifs et les progrès qui sont à réaliser.

le socialisme que nous voulons

Tout en mesurant les imperfections, nous pouvons dire que c'est une réussite, qui en tout cas devrait faire réfléchir ceux qui, tout haut ou tout bas, parlaient de « gadget ». En même temps, croyez-en notre expérience, parce que c'est une réussite, les critiques vont pleuvoir. Et nous les attendons de pied ferme. Cela dit, nous prêterions certainement

le flanc à une critique justifiée s'il apparaissait que nous avons organisé une rencontre sans lendemain. Il est donc indispensable que nous réfléchissions dès maintenant à la prochaine étape. C'est ce que je voudrais faire en vous disant comment le PSU en entrevoit les possibilités, étant entendu que ces perspectives devront être largement discutées et précisées avec vous tous, avec les groupes qui se sont formés localement comme avec les organisations qui, à des titres divers, ont participé à cette rencontre.

Pour tracer des perspectives, il nous faut d'abord reconnaître le terrain, savoir apprécier dans quel type de situation nous pouvons inscrire nos efforts.

A bien des égards, les débats que nous venons d'avoir ont été marqués par la nature de la situation dans laquelle nous sommes. Il y avait ici comme une sorte de veillée d'armes tant est considérable la bataille qui s'annonce. Considérable à la fois parce que rarement l'affrontement avec la bourgeoisie ne s'est profilé à l'horizon comme aussi décisif ; mais considérable aussi en raison de nos propres responsabilités dans cet affrontement, de la place que nous aurons à y tenir. Nos recherches ne sont pas en marge du combat politique. De la puissance du courant dont nous ne représentons ici encore qu'une petite partie, dépend dans une large mesure le résultat.

tat de cet affrontement avec la bourgeoisie.

Bien sûr, même si le cinéma en face de cette salle affiche « tout est possible », nous savons que personne n'est actuellement maître du temps et des rythmes des changements qui peuvent se produire ; ni de la victoire électorale de 1978, ni des conditions dans lesquelles celle-ci peut ouvrir de véritables changements. Mais ce que nous savons, c'est que, à chaque étape de la conquête du pouvoir qui peut s'engager dès maintenant doit correspondre une intervention positive et un renforcement simultané du courant que nous représentons ici : à chaque étape, d'ici 1978, puis face à la politique de rupture avec le système qu'il faudra pratiquer en cas de victoire électorale ; ensuite, pour faire mûrir la situation de « double pouvoir » ; enfin, lorsque nous pourrons engager la transition socialiste vers le communisme [...].

Au bout du compte, le socialisme que nous voulons construire est aussi différent de la direction par un parti assortie plus ou moins de l'octroi de « libertés », que d'un capitalisme moderne assorti sous le nom d'autogestion, de structures dites de concertation et, en fait, de dévouement ou de collaboration de classes. Pour nous, tous les lieux d'exercice du pouvoir doivent être placés sous le contrôle direct des travailleurs et des couches populaires ; il s'agit d'une démocratie pluraliste, faisant appel à diverses formes d'organisation, sûrement pas dans la même diversité que dans la démocratie bourgeoise, mais quand même dans la liberté de s'organiser et de s'exprimer selon son choix. Ce que nous défendons, ce n'est pas seulement le « droit à la différence », comme on le dit volontiers à gauche, et qui supposerait un modèle central autour duquel existent des gens différents ; ce que nous défendons, c'est le droit de tous à l'identification individuelle et collective. C'est en ce sens que nous devons répondre à la provocation (verbale) de Chirac disant : « Ce qui est inacceptable dans le socialisme, c'est le collectivisme ; mais sans le collectivisme, que reste-t-il du socialisme ? ». C'est à nous de montrer que le collectivisme n'est pas une sorte de monstre, en ce sens que nous voulons une collectivité dans laquelle l'homme cesse d'être, non seulement exploité, mais aussi aliéné, voire mutilé.



photo Didier Maillac/Adja

un large accord populaire

De la même façon, que reste-t-il de l'autogestion lorsque, commentant dans le *Nouvel Observateur* d'aujourd'hui le livre de Pierre Rosanvallon — présent parmi nous — Michel Rocard écrit que « la théorie politique autogestionnaire ouvre une voie

nouvelle parce qu'elle ne raisonne pas seulement en termes de structures mais aussi en termes d'institution, et qu'à ce titre elle considère comme aussi idéalistes les utopies réformistes sur la généralisation « d'îlots de socialisme » que les mythes révolutionnaires sur la destruction de l'Etat » ?

Ce n'est pas seulement que ce genre de littérature donne à certains d'entre nous quelques frissons rétrospectifs, c'est qu'il y a là une inversion complète du sens de l'autogestion. Nous devons affirmer que l'autogestion est le projet socialiste, le seul qui soit en mesure de garantir, et l'établissement d'un Etat socialiste et sa capacité à déperir.

Cependant, tout cela est bien beau à dire, mais qu'est-ce que cela pèse, si c'est seulement de la fiction politique ? Or, c'est de la fiction si nous croyons qu'être autogestionnaire aujourd'hui c'est simplement faire vivre un courant de pensée ; c'en est également si nous nous contentons de ce que nous sommes ce soir.

En réalité, il nous appartient de viser très haut, parce que le projet socialiste autogestionnaire ne peut exister, ne peut commencer à prendre corps maintenant que s'il s'affirme comme projet à vocation majoritaire ; précisément parce que, comme le disait Piaget, le socialisme que nous voulons suppose un large accord populaire. Cela nous paraît sans doute un peu gros de dire cela aujourd'hui, et c'est d'ailleurs volontairement provocateur ; mais, réfléchissez-y bien : partout où apparaît la crise — dans les institutions, dans l'appareil d'Etat, dans l'économie, dans les organisations ouvrières elles-mêmes — c'est autour de l'autogestion socialiste que se dessinent des réponses, même balbutiantes ; partout où l'idée et la pratique autogestionnaires progressent, le mouvement ouvrier progresse également ; et réciproquement, chaque fois qu'on cherche à réintégrer la démarche autogestionnaire dans des comportements classiques, ceux du réformisme ou d'un léninisme étriqué, il y a régression générale du mouvement ouvrier ; enfin, le projet autogestionnaire est fondamentalement unitaire. C'est autour de lui que peuvent se nouer les alliances de ceux qui veulent rompre avec le capitalisme. C'est la pratique autogestionnaire qui a montré qu'on pouvait unir ouvriers et paysans exploités, travailleurs et jeunesse scolarisée, etc. Et surmonter même les divisions qu'on essaye d'entretenir dans la classe ouvrière. C'est sans doute pourquoi on peut dire aujourd'hui que nous représentons l'avenir de ce nouveau travailleur collectif que la révolution scientifique et technologique est en train d'engendrer [...]

Si j'insiste sur cette vocation, c'est pour dire que nous ne pouvons nous contenter de photographier à un instant donné le courant, ses luttes, ses aspirations, ses faiblesses. Il faut dès maintenant nous inscrire sur une trajectoire. Cela ne veut pas dire

vouloir immédiatement tout. Il faut décoller, avec comme perspective la volonté de coordonner tous nos efforts, afin que l'objectif de l'autogestion socialiste, au fur et à mesure des étapes à franchir, apparaisse comme le lieu de rassemblement.

Qu'est-ce que cela veut dire, coordonner nos efforts ? Cela veut dire d'abord savoir tenir compte de notre diversité et la respecter. Nous sommes ici des militants politiques et des militants d'organisations de masse. Cette diversité est inhérente au combat autogestionnaire. Non seulement il serait peu réaliste de vouloir la faire disparaître, mais ce serait même un projet erroné dans la mesure où par définition nous avons besoin et de cette diversité, et du respect de l'autonomie réciproque des diverses formes d'organisation. En même temps nous constituons, au moins potentiellement, une force politique — au sens le plus large du terme — ici même, nous pouvons dire que nous l'avons ressenti, dans la mesure où nous avons fonctionné comme un intellectuel collectif capable de rassembler, synthétiser et reformuler en nouvelles propositions tout ce qui émerge des luttes et des aspirations populaires. Et il faut que, politiquement, cette force s'affirme. Or, cela ne veut pas dire la prééminence d'un parti sur l'ensemble des autres forces organisées du courant autogestionnaire ; cela veut dire que, premièrement, nous avons à réinventer collectivement les moyens de notre intervention, y compris, mais pas seulement, sur le plan organisationnel ; et, deuxièmement, que le développement de ce courant revêtira nécessairement un caractère contradictoire, au sens où il y aura des contradictions entre nous, où le respect réciproque de l'autonomie de formes d'organisation entraîne inéluctablement débats et oppositions, et enfin où une tension doit exister entre le développement très large de ce courant et la nécessité de son expression politique organisée.

comblé le vide

Cette contradiction, nous ne devons pas la fuir par des artifices qui feindraient de la résoudre. Nous devons, tous, l'assumer pleinement en cherchant progressivement à la résoudre au travers de la poursuite de notre recherche collective et de nos initiatives.

Or, il se dégage de ces journées un certain nombre d'axes de lutte et de travail qui prennent place dans la réalité politique présente, parce qu'ils se situent précisément dans cette zone intermédiaire entre tous les refus et les aspirations manifestées par les travailleurs, et le caractère quasi magique — y compris dans son inquiétant laconisme — de l'union de la gauche. Ce vide énorme entre les aspirations et les réponses, c'est à nous qu'il appartient de chercher à le combler. Non pas parce que nous sommes des inventeurs de propositions, mais en raison du type de démarche qui est la nôtre : nous appuyer sur la réalité des luttes, favoriser les expériences d'auto-organisation, faire que la politique elle-même soit contrôlée par ceux qu'elle concerne au premier chef. C'est cette démarche elle-même qui fait que

nous, ici présents, nous ne sommes pas surpris — et moins pris au dépourvu que d'autres — lorsque éclate un nouveau problème. Plus que jamais nous devons mettre en œuvre cette démarche autour des quelques axes — non exhaustifs — qui sont apparus ici :

— produire autrement [...],

— prendre en main le cadre de vie et les conditions d'existence [...]

— prendre en main, non seulement la défense, mais la création des libertés [...].

pour une élaboration collective

Tels sont les principaux terrains concrets sur lesquels nous pouvons avancer aujourd'hui et qui doivent fonder notre effort pour chercher une meilleure coordination et rechercher collectivement quels sont pratiquement, les moyens que nous pouvons mettre en œuvre, à savoir :

1) A partir des grands axes d'action et de recherches, poursuivre la discussion entre les organisations présentes sur les thèmes et les formes de la mobilisation. Nous souhaitons qu'à l'issue de ces Etats généraux, les contacts soient maintenus afin d'avancer en commun.

2) Comme cela a commencé à se faire lors des Etats généraux locaux, il est nécessaire que sous des formes diverses et selon les possibilités, s'établissent des coordinations locales notamment pour soutenir des campagnes d'actions sur des objectifs de caractère autogestionnaire. Toute avancée de ce travail de base aura des effets positifs sur la poursuite de cette initiative, et éclairera les possibilités de progression, y compris sur le plan politique.

3) Selon le degré de mobilisation, il conviendra d'envisager la tenue de rassemblements régionaux et nationaux par secteur, et ainsi renforcer les coordinations qui pourront être mises sur pied.

4) Tout cela, c'est ce qu'il faut mettre en route dès maintenant. Mais il faut aussi se donner des perspectives plus globales. Nous estimons qu'une nouvelle réunion des Etats généraux doit être envisagée, dans six mois plutôt que dans un an, compte tenu des urgences et des échéances. Nous souhaitons que les Etats généraux n'apparaissent pas comme une manifestation organisée par et pour le PSU, et nous proposons que les thèmes de travail et les objectifs politiques des prochains Etats généraux soient élaborés collectivement par les organisations ici présentes.

Nous avons, tous ici, le devoir d'être ambitieux et audacieux, en même temps que d'apprécier avec réalisme les moyens de parvenir à ces ambitions. Notre plus grand souhait est que cette force potentielle que nous constituons se révèle dans sa capacité à être le moteur du combat pour le socialisme. Aucun effort, tant dans l'audace que dans la patience, qui comme chacun sait est aussi une vertu révolutionnaire, ne devra être ménagé, si nous voulons récolter les fruits de ce que nous avons semé ici, et je crois réellement que nous avons semé de nouveaux espoirs. ■

on reparlera de Malakoff

Ce fut d'abord une victoire sur la canicule. Dans les salles surchauffées, les carrefours tantôt sages, tantôt passionnés, n'ont en tous cas jamais défailli, ni abandonné la tâche. Oh ! comble, il fut même des heures où le bar était désert..

Ce fut ensuite une confrontation d'une grande richesse. Les militants présents, à quelque organisation qu'ils appartiennent, et quel que soit le niveau de leurs responsabilités, avaient à souci d'engager un dialogue vrai, sur la base des réalités concrètes de la lutte des classes dans la France giscardienne.

Cette confrontation s'appuyait très fréquemment sur les travaux élaborés dans les rencontres qui, dans diverses régions, avaient précédé la réunion de Malakoff. De nouvelles solidarités se sont nouées au cours de ces rencontres. Solidarités qui ne demandent qu'à être prolongées, consolidées, élargies comme l'ont expresément formulé beaucoup de carrefours.

L'ouvrage qui sortira de ces Etats généraux au mois de septembre permettra à chacun de mesurer le niveau des discussions. Sa popularisation permettra en outre d'en faire l'outil nécessaire pour engager de nouvelles discussions plus approfondies, qui débouchent sur une action plus conséquente de l'ensemble du mouvement autogestionnaire.

Si ces discussions ont pu se tenir et aboutir de manière satisfaisante, c'est parce que les conditions avaient été réunies pour qu'il en soit ainsi.

les conditions du dialogue

Le PSU avait affiché la couleur. C'est lui qui avait pris l'initiative des Etats généraux. Mais à l'inverse de ce qui s'était déroulé lors des assises pour le socialisme, il n'y avait aucune arrière pensée, dans sa démarche, aucune visée organisationnelle.

Se refusant à toute manipulation pour son compte, il évitait également d'être manipulé. Si d'aucuns l'avaient rêvé, ils en auront été pour leurs frais. Mais rien dans la tenue des débats ne permet de le sup-

poser.

Pour ce qui concerne les forums, la discussion fut tout aussi franche.

Mais le style même des tables rondes est sans doute à revoir. Il faudra être plus inventif, lors des réunions qui suivront. Il y a toujours difficulté à établir un dialogue entre les « personnalités » qui débattent entre elles et la salle qui assiste à leur discussion. Cette difficulté surgit dans tous les débats de ce style. Il faudra donc la surmonter.

En revanche, l'attention soutenue avec laquelle fut suivie la séance qui vit cinq rapporteurs, puis Michel Mousel, faire la synthèse des travaux, la chaleur des applaudissements qui ponctuèrent leurs conclusions, marquaient la satisfaction des participants.

Ainsi, donc, plus de 500 militants, appartenant à une quarantaine d'organisations, ont démontré que les convergences autour des thèmes du socialisme autogestionnaire progressent. C'est l'ensemble du mouvement qui est en train de prendre mieux conscience de sa force et de ses objectifs.

Le fait que de grandes organisations de masse aient envoyé des dirigeants dûment mandatés aux Etats généraux, prouve que, loin de se marginaliser, le courant autogestionnaire traverse de plus en plus ces grandes organisations, qui sont du coup obligées de se situer par rapport à lui.

Renforcer ces convergences, créer les structures de discussion et d'action, ce sont ces objectifs que tous les présents avaient en tête, en repartant aux quatre coins du pays.

On reparlera de Malakoff.

Marc ECHEVERRY ■